

**Compte rendu du conseil d'administration
de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation
et l'environnement (l'Institut Agro)**

Séance du 24 mai 2022

29 membres présents, 5 membres représentés (cf. feuille de présence en fin de compte-rendu)

En préambule, Dominique Chargé souligne que le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA) dont dépend l'Institut Agro a été renommé « Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire (MASA) ». La nouvelle Première ministre a également inscrit son gouvernement dans des missions de planification écologique. En parallèle, la guerre en Ukraine a des conséquences importantes notamment sur les matières premières, la fluidité des transports et du fret maritime. Un impact fort est également ressenti sur l'énergie. En outre, la crise Covid a toujours des impacts importants, en particulier en Chine. L'Institut doit contribuer et intervenir en soutien des nouvelles questions liées à la souveraineté alimentaire et aux transitions agroécologiques. La sécheresse est notamment une crainte avérée dans certains territoires.

Valérie Baduel confirme que le contexte est extrêmement tendu, et de nombreux paramètres considérés comme acquis sont remis en cause. Les établissements d'enseignement et de recherche agricole sont plus que jamais attendus par les pouvoirs publics et les concitoyens pour apporter des solutions.

Sylvie Avallone donne lecture d'une déclaration liminaire et exprime son inquiétude sur la capacité de l'Institut à répondre à l'ensemble des demandes formulées par la DGER. Les élus souhaitent que la DGER précise les moyens supplémentaires et les nouvelles ressources humaines qui seront affectées à l'Institut Agro pour répondre à toutes les demandes qui lui sont adressées :

« Suite à l'intégration de Dijon qui élargit le périmètre d'action de l'Institut et à la relecture de la lettre de missions de la DGER adressée à la direction, nous souhaitons à nouveau exprimer notre inquiétude vis à vis de la possibilité de répondre à l'ensemble des demandes qui nous sont adressées par le Ministère à moyens constants. Nous nous interrogeons quant à la faisabilité de ces demandes dans la mesure où il y a déjà beaucoup de tensions en termes de charge de travail des personnels et des inégalités de rémunération au niveau des contractuels. Nous adressons une question à la DGER : comment la tutelle va-t-elle soutenir la dynamique de l'Institut Agro en termes de moyens ou de ressources humaines pour qu'il puisse répondre à toutes les demandes qui lui sont adressées ? »

Anne-Lucie Wack confirme que les éléments de contexte soulignés par le président du CA et la DGER sont des éléments importants pour l'Institut, qui doit effectivement répondre à des attentes particulièrement fortes. Elle souligne que, dans ce contexte, le développement de l'Institut Agro à moyens constants est une contrainte qui est prise en compte depuis la création de l'établissement et qu'elle reviendra sur ce point lors de la présentation des avancées sur l'organisation générale et la campagne d'emplois et des mécanismes de réallocation interne. Anne-Lucie Wack confirme toutefois que la question des moyens est effectivement un sujet clé qui fait l'objet d'échanges avec la tutelle, car le coût d'entrée pour la mise en place du nouvel établissement est important, et qu'avant de pouvoir concrétiser les économies d'échelle et les transferts de charge entre le niveau école et le niveau collectif, il faut pouvoir absorber ce coût d'entrée dans un contexte général d'augmentation des charges.

1. Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 17 mars 2022

Christine Heuzé souhaite compléter son intervention de la page 6 en précisant : « Avant la fusion du CEPAMA avec Agrocampus Ouest en 2006, une trentaine de personnels était impliquée sur le sujet [l'appui à l'enseignement technique agricole], contre quatre seulement aujourd'hui à Rennes ».

Dominique Chargé confirme que l'intervention sera ajoutée au procès-verbal.

Délibération : le procès-verbal de la séance du 17 mars 2022 est approuvé à l'unanimité.

2. Actualités de l'Institut Agro

2.1 Principales avancées et faits marquants depuis le conseil d'administration du 17 mars 2022

Anne-Lucie Wack rappelle que les notes de synthèse et les annexes présentées en séance sont diffusées à l'ensemble des communautés. Elle présente les principaux éléments de la note de synthèse, en s'appuyant sur un diaporama qui est joint au présent compte-rendu, et annonce que cette présentation se fera à plusieurs voix, notamment avec les directions d'écoles. Elle précise que cette présentation recouvrira les points 2.1 mais aussi 3.1 (avancées du projet stratégique) et 3.2 (partenariats de site) de l'ordre du jour.

Anne-Lucie Wack met en exergue, dans un premier temps de présentation, les principales avancées ou faits marquants suivants :

- La lettre d'objectifs 2022 qui lui a été adressée par la tutelle mi-avril ;
- La mission complémentaire confiée à l'Institut en ingénierie de formation pour la rénovation des diplômes de l'enseignement agricole technique ;
- La finalisation du cadre d'évaluation Hcéres et CTI dans le nouveau dispositif Institut ;
- La finalisation en cours de l'installation des instances dans leur nouvelle configuration à trois écoles ; Anne-Lucie Wack souligne à nouveau l'enjeu et le point de vigilance concernant la bonne orchestration et la bonne articulation des niveaux de gouvernance Institut-écoles, dans un dispositif caractérisé par un nombre élevé d'instances ;
- Le projet d'organisation générale de l'établissement avec la création de quatre directions fonctionnelles : Développement et partenariats ; Stratégie, évaluation et transformation ; Appui à l'enseignement technique agricole ; Communication ;
- Le travail en cours sur la refonte organisationnelle de la chaîne financière Institut-écoles, point sur lequel elle donne la parole à Gaëlle Malécot-Tamborini, SG référente sur ces questions au niveau de l'Institut.

Gaëlle Malécot-Tamborini rappelle que l'Institut Agro est l'établissement doté de la personnalité juridique, et a, à ce titre, la responsabilité du pilotage d'un budget unique. Cette évolution nécessite un ajustement important de la chaîne financière, et la nouvelle organisation doit permettre de gagner en performance et d'améliorer les conditions de travail des acteurs de l'activité financière. L'Institut a fait le choix de solliciter un accompagnement externe pour ce projet d'ampleur. Le cabinet Deloitte a été missionné pour accompagner l'organisation de la chaîne financière de l'Institut entre les mois de février et de juin 2022. Le travail collaboratif avec le prestataire est jugé satisfaisant à ce stade ; l'ensemble des acteurs de la chaîne financière a pu être mobilisé de manière massive et qualitative.

Deux étapes ont été définies : dans un premier temps le diagnostic de l'existant dans les trois écoles, suivi dans un deuxième temps de l'élaboration de la nouvelle organisation cible. Cette organisation sera présentée le 2 juin à l'ensemble des acteurs de la chaîne financière au cours d'un webinaire dédié. Les évolutions organisationnelles seront présentées aux équipes, de même que les évolutions de compétences nécessaires pour accompagner la nouvelle organisation, et la gouvernance idoine pour en assurer le déploiement. Un certain nombre d'étapes seront programmées pour mettre en place cette nouvelle organisation de la chaîne financière entre fin 2022 et 2025, date à laquelle un nouveau SI financier sera également mis en place.

Anne-Lucie Wack évoque ensuite un sujet particulièrement important et sensible pour l'Institut Agro : la rémunération des contractuels sous plafond. Actuellement, les trois écoles appliquent leurs propres modalités de rémunération de ces agents contractuels sur budget établissement ; cela concerne 294 agents et une masse salariale de 14 millions d'euros environ. La création de l'Institut Agro a mis en lumière la disparité des niveaux de rémunération des contractuels entre les écoles de l'Institut. L'objectif est de procéder à une harmonisation des rémunérations des agents contractuels, tout en veillant à la soutenabilité financière des dispositifs qui seront retenus. Les premières propositions ont été présentées pour information au comité technique du 20 mai 2022, et seront soumis à l'avis du CT du 17 juin 2022.

Elle donne la parole sur ce point à Laurent Gebel qui détaille les mesures d'harmonisation à l'étude.

Laurent Gebel souligne que la diversité de profils et de compétences apportée par les agents contractuels est indispensable à l'Institut Agro. L'objectif des mesures d'harmonisation est de parvenir à une rémunération toute indicée, favorable à tous, et d'une grille unifiée. Laurent Gebel précise que les échanges se poursuivent, et que l'objectif est une mise en œuvre des premières mesures dès le 1^{er} juillet 2022 sous réserve de l'avis des instances, notamment le passage à une rémunération toute indicée, et la mise en place des INM planchers avec réévaluation des agents en-dessous de l'INM plancher. Ces premières mesures représentent une enveloppe estimée à ce stade à 130 000 euros. Elles s'inscrivent dans une trajectoire qui est à l'étude, et le budget initial 2023 devra identifier les marges de manœuvre pour la mise en place de mesures supplémentaires.

Christine Heuzé intervient sur la mission complémentaire confiée à l'Institut en ingénierie de formation pour la rénovation des diplômes de l'enseignement agricole technique et le renforcement des postes afférents dans le cadre du DNA mentionné dans le document fourni en annexe à la note de synthèse. Christine Heuzé souligne le fait que la mesure est positive, mais que certains postes de DRIF seront affectés au DNA. Un risque de perte de compétence au niveau national est possible. Christine Heuzé indique par ailleurs que les personnels sont inquiets de voir des postes de leur école affectés aux missions transverses de l'Institut Agro, ou des missions complémentaires Institut confiées à des agents en poste ; dans ce cadre certains agents voient leur charge de travail augmentée.

Cyril Kao prend la parole sur l'organisation générale de l'Institut, et s'enquiert de la manière dont l'Institut Agro pilotera sa politique scientifique à l'échelle nationale.

Anne-Lucie Wack explique que la politique scientifique recouvre les politiques recherche et formation, qui sont en cours d'élaboration et de consolidation, et que le suivi de ces politiques sera coordonné au sein de la direction fonctionnelle Développement et partenariats, avec la politique internationale et la politique de partenariats, car ces politiques ne doivent pas être menées en silos.

Anne-Lucie Wack poursuit ensuite la présentation en précisant les moyens nécessaires à la mise en place de la nouvelle organisation générale. Anne-Lucie Wack rappelle que le

développement de l'Institut Agro devant se faire à moyens globalement constants, il d'agit de pourvoir ces postes essentiellement par un mécanisme de réallocation interne. Elle précise que sur les trois années à venir 15 à 20 postes sont nécessaires pour le pilotage et le renforcement des dynamiques collectives inter-écoles. Elle souligne en réponse à Christine Heuzé que ces postes ne sont pas retirés aux écoles, puisqu'ils correspondent à des transferts de charge entre le niveau écoles et le niveau collectif inter-école, certaines activités n'ayant plus vocation à être traitées par chaque école séparément, mais au contraire mutualisées.

Anne-Lucie Wack donne ensuite la parole à Jacques Wery et Isabelle Jeannot sur les avancées du projet stratégique

Conformément aux documents joints au dossier du CA, Jacques Wery rappelle que cinq axes ont été identifiés pour développer la plus-value de l'Institut Agro : l'expérience étudiante, les transitions, le partenariat pour l'action, le développement d'un établissement exemplaire et responsable, et l'internationalisation de l'Institut. Chaque axe est décliné en objectifs stratégiques, objectifs opérationnels, et actions. Ces axes ont été travaillés en cohérence avec les trois missions de l'Institut que sont la formation, la recherche et l'appui à l'enseignement technique agricole. Plusieurs groupes ont été mis en place pour valider la cohérence globale du plan stratégique et la pertinence des axes identifiés. La version finale du projet stratégique sera présentée pour validation lors du conseil d'administration du 29 novembre 2022.

Isabelle Jannot indique qu'un appel à projets interne à l'Institut Agro a été lancé dans le cadre du « fonds incitatif » de l'Institut Agro, qui vise à soutenir des projets innovants qui trouvent leur place dans au minimum un des axes du plan stratégique, et qui mobilisent des collectifs des trois écoles. Une première vague a été lancée au début du mois de février 2022, et une seconde vague sera lancée fin mai 2022, avec une date limite de réponse à fin juin. 26 projets ont été reçus dans le cadre de la première vague, et ont été instruits par la cellule stratégie, puis validés en Codir Institut. Ces projets ont été classés en trois catégories : les projets mûrs, les projets qui nécessitent d'affiner le mode de financement, et les projets dont le contenu doit être approfondi.

Anne-Lucie Wack poursuit la présentation sur les avancées récentes et faits marquants en indiquant que les accords/conventions-cadres respectivement avec INRAE, avec l'Ifremer, et avec l'EHESP et VetAgro Sup-ENSV-FVI sur le One Health sont en cours de finalisation et seront présentés à l'avis du CA le 28 juin prochain.

Anne-Lucie Wack attire également l'attention du conseil d'administration sur la démarche engagée par l'Institut Agro pour participer au réseau ELLS (Euroleague for Life Sciences), en vue d'un projet d'université européenne. Anne-Lucie Wack souligne que la participation de l'Institut Agro dans ce réseau d'universités européennes de haut niveau est illustratif du changement d'échelle permis par l'existence de l'Institut, et que cette intégration n'aurait pas été possible pour chaque école prise séparément.

Jean-Marie Barillère félicite les équipes pour le travail réalisé.

Bettina Laville se joint aux félicitations de M. Barillère et souligne le temps record pour réaliser ce travail.

Pierre Guez se joint aux félicitations en insistant sur le fait que, connaissant le travail à réaliser dans le cadre de fusion, il salue le travail conduit.

Hélène Guido-Halphen souligne qu'il faut prévoir le temps nécessaire pour échanger sur le processus de réallocation interne des postes et sur l'aspect budgétaire. Elle souligne également que l'Institut doit être à l'écoute des étudiants et de leur manière de voir les choses.

Nicolas Gausserès salue la qualité des présentations qu'il estime claires et instructives, et adhère à la démarche du fonds incitatif. Il propose d'apporter sa vision et sa contribution au projet stratégique notamment sur les domaines des transitions et des partenariats, et serait prêt à se rendre disponible pour cela avant la présentation au conseil d'administration du 28 juin 2022.

Dominique Chargé souligne l'importance de bien communiquer sur les éléments du projet stratégique dans les communications en interne, et vis-à-vis des différentes parties prenantes de notre institut et de ses écoles. Cette communication est déterminante pour que l'Institut Agro prenne toute sa place et pour afficher rapidement et de manière cohérente sa cohésion.

3. Stratégie

3.1 Point d'étape et feuille de route pour la finalisation du projet stratégique

Le point a été abordé avec le point 2.1.

3.2 Démarche de partenariat de l'Institut Agro avec le futur Établissement Public Expérimental (EPE) Université de Rennes

Alessia Lefébure indique qu'une convention d'association est envisagée avec le futur Établissement public expérimental (EPE) Université de Rennes. C'est dans ce cadre qu'une délibération est soumise au CA qui permettra d'avancer dans l'élaboration d'une convention d'association avec l'établissement expérimental qui doit être créé au 1^{er} janvier 2023. Un accord a été trouvé sur la gouvernance, et un soutien très fort de tous les organismes nationaux de recherche partenaires ainsi que des collectivités est constaté. La politique scientifique du site est fortement axée sur l'engagement transdisciplinaire sur les transitions environnementales.

Anne-Lucie Wack souligne que la convention d'association avec le futur EPE rennais s'insère dans une politique générale plus large de l'Institut Agro avec les différents sites, et invite les deux autres directeurs d'écoles à présenter au CA l'état des collaborations sur leurs sites respectifs dont l'Institut Agro est partie prenante, dans le cadre de politiques de site mais aussi d'accords territoriaux, nationaux et internationaux.

Sur le site de Montpellier, Carole Sinfort précise que le projet d'I-Site a été positivement évalué et définitivement validé (pérennisé) par le jury international. Un travail est mené sur l'organisation avec les différents partenaires. En parallèle, l'université a été labellisée en tant qu'université d'innovation, et travaille à la mise en place de son PUI (Pôle universitaire d'innovation). Le projet bénéficiera d'un budget de 1,7 million d'euros sur une période de trois ans. En outre, les discussions ont été lancées avec INRAE au sujet du contrat d'objectifs et de moyens, et un travail est mené sur l'Institut de convergence digitale.

François Roche-Bruyn indique que dans le cadre de la politique de site pour Dijon et la Bourgogne Franche-Comté, la convention d'objectifs et de moyens avec INRAE sera signée le 3 juin 2022. Il rappelle que la politique de site est organisée autour d'une communauté d'universités et d'établissements, dont sept établissements universitaires et cinq écoles. La question du siège de la ComUE UBFC a été abordée, et la volonté des chefs d'établissements et du président de l'UBFC est d'obtenir un double siège (à Dijon et à Besançon). Une lettre a donc été adressée en ce sens au Premier ministre Jean Castex. Juridiquement, le secrétariat général du gouvernement n'est pas favorable à la notion de double siège, mais la question

sera portée au cabinet de la Première ministre Élisabeth Borne. Il a également été demandé de poursuivre le travail de rénovation des statuts.

David Alis rappelle qu'une convention de coordination a été signée pour l'Université de Rennes. Le projet de statuts a été transmis au MESRI, et les composantes de l'université devraient inclure l'École nationale supérieure de chimie de Rennes (ENSCR), Sciences Po Rennes, et l'EHESP. L'université Rennes 2 et l'INSA Rennes seront également associées, et la présence dans ce collectif, en tant qu'établissement associé, de l'Institut Agro Rennes-Angers est essentielle pour l'avenir.

Délibération : la démarche de l'Institut Agro, d'engager les discussions avec le futur Établissement public expérimental de l'Université de Rennes pour l'élaboration d'une convention de partenariat, qui fera l'objet d'une présentation et d'un vote à un prochain conseil d'administration est approuvée avec à l'unanimité.

David Alis remercie les membres du conseil d'administration pour ce vote unanime qui sera annoncé à l'ensemble des établissements rennais et bretons impliqués dans ce projet d'Université de Rennes. Il se réjouit de ce partenariat stratégique renforcé entre nos établissements au service de la recherche de l'innovation et du territoire.

4. Gouvernance

4.1 Création du Comité Social d'Administration (CSA) de l'Institut Agro et de sa formation spécialisée

Laurent Gebel informe les membres du conseil d'administration que lors de la séance du comité technique du 20 juin 2022 les représentants du personnel se sont exprimés en faveur de la création d'un CSA Institut et de sa formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail et d'une formation spécialisée par école. Le CSA Institut sera composé de 10 membres, sa formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail également (de même que toute autre formation spécialisée au niveau de l'Institut). Les formations spécialisées des écoles seront composées de 7 membres.

Délibération : la création du Comité Social d'Administration de l'Institut Agro et de sa formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail en son sein institués auprès de la Directrice générale de l'Institut Agro ainsi que la création de trois formations spécialisées, une par école (l'Institut Agro Dijon, l'Institut Agro Montpellier et l'Institut Agro Rennes-Angers) présidées par le directeur de l'école concernée et qui seront rattachées au Comité Social d'Administration de l'Institut Agro, est approuvée avec 33 voix pour et 1 abstention.

4.2 Répartition des effectifs Hommes/Femmes en vue de la préparation des élections professionnelles

Laurent Gebel explique que la répartition entre les hommes et les femmes dans le cadre des élections professionnelles dépend du nombre d'hommes et de femmes dans l'établissement au 1^{er} janvier 2022, soit un ratio de 60,42% de femmes et de 39,58% d'hommes.

Tanguy Geslin suggère de réfléchir pour l'avenir à l'intégration d'une troisième catégorie ag-genrée ou non-binaire. En effet, l'Institut Agro se présente comme un établissement inclusif.

Délibération : la répartition des effectifs de l'Institut Agro selon le genre à :

- 835 femmes (60.42 %)
- 547 hommes (39.58 %)

en vue de la préparation des élections professionnelles, est approuvée à l'unanimité.

Avant la clôture du CA, Valérie Baduel souhaite apporter des éléments de réponse à la déclaration liminaire lue par Sylvie Avallone en début de séance. La DGER reconnaît la difficulté de faire fonctionner et de développer un établissement de la taille de l'Institut Agro à moyens constants et salue tout le travail fait jusqu'à présent avec des moyens limités. Cependant, elle n'envisage pas de fournir de moyens RH complémentaires sous forme de postes à l'Institut Agro. A ce jour la DGER a prévu en effet de flécher les moyens nouveaux sur les écoles vétérinaires.

Date de la prochaine réunion du conseil d'administration : mardi 28 juin 2022 à 9h.

CONSEIL D'ADMINISTRATION PARTICIPANTS MARDI 24 MAI

MEMBRES DE DROIT			
	Présence	Pouvoir	Signature
Mme Valérie BADUEL Sous-directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche	oui		
Mr Yvan LAGADEUC Conseiller scientifique et pédagogique - DGESIP	excusé	A Mme Valérie BADUEL	
Mr Cyril KAO Directeur de l'Enseignement supérieur, des Sites et de l'Europe INRAE	oui		
Mr David ALIS Président de l'Université Rennes 1	oui		
Mr Philippe AUGE Président de l'Université Montpellier	excusé	A Mr David ALIS	
Mr Vincent THOMAS Président de l'Université de Bourgogne	excusé	A Mr David ALIS	
Mme Hélène GUIDO-HALPHEN Présidente du conseil d'école de l'Institut Agro Rennes-Angers	oui		
Mr Michel PENET Président du conseil d'école de l'Institut Agro Montpellier	excusé	A Mr Dominique CHARGE	
Mr Jean-Marc BOURNIGAL Président du conseil d'école de l'Institut Agro Dijon	oui		

MEMBRES NOMMÉS			
Mr Jean-Marie BARILLERE Président de l'Union des maisons de Champagne	oui		
Mr François BEAUPERE Président de la Chambre régionale d'agriculture des Pays de la Loire	excusé		
Mme Corinne BITAUD Directrice de l'Institut technique de l'horticulture	excusée		
Mr Dominique CHARGE Président de la Coopération agricole	oui		
Mme Laure COUDRET-LAUT Directrice d'Erasmus+	oui		
Mr Nicolas GAUSSERES Directeur Nutrition de Danone	oui		
Mr Pierre GUEZ Président de l'Association FoodTech Dijon Bourgogne-Franche-Comté	oui		
Mme Bettina LAVILLE Présidente et fondatrice du Comité 21, Conseillère d'Etat honoraire	oui		
Mme Isabelle PLASSAIS Directrice de l'EPLFPA de Marmilhat, Présidente de l'Union nationale de l'enseignement agricole public	oui		
Mme Carole SORREAU Directrice Groupe – Business development/Directrice des relations Institutionnelles	excusée	A Mr Nicolas GAUSSERES	
MEMBRES ELUS			
Représentant des professeurs et personnels assimilés			

Mr Pierre-Guy MARNET	oui		
Mme Sylvie AVALLONE	oui		
Mr Philippe CAYOT	oui		
Représentants des maîtres de conférences et assimilés			
Mme Marie-Pierre ETIENNE	oui		
Mme Laure VIDAL BEAUDET	oui		
Mme Leïla TEMRI	oui		
Mr Louis-Antoine SAISSET	oui		
Mr Matthieu DUBOY DE LABARRE	oui		
Mr Jacques GROBER	oui		
Représentants des personnels IATOS			
Mme Christine HEUZE	oui		
Mr Rémi GARDET	oui		

Mme Monique ROYER	oui		
Mme Giliane GRANJEAN	oui		
Mme Emeline ROQUELLE	oui		
Mr Guillaume DESCOTES	oui		
Représentant des étudiants			
Mr Ronan LHOTELIER	oui		
Mr Théo PARIS	excusé		
Mr Tanguy GESLIN	oui		
Mr Ianis FORTIN			Présent jusqu'à 11h
Participaient au titre de l'administration			
Anne-Lucie Wack Directrice Générale, François Roche-Bruyn Directeur de l'Institut Agro Dijon, Carole Sinfort Directrice de l'Institut Agro Montpellier, Alessia Lefébure Directrice de l'Institut Agro Rennes-Angers, Delphine Ancien Directrice de Cabinet, Laurent Gebel Secrétaire général de l'Institut Agro par intérim et Secrétaire général de l'Institut Agro Dijon, Cédric Valora Secrétaire général de l'Institut Agro Montpellier, Gaëlle Malécot-Tamborini Secrétaire générale de l'Institut Agro Rennes-Angers, Christophe Rivoallan Responsable des affaires juridiques, Aurore Bordais Inspectrice des finances publiques DRFIP, Catherine Prevel Chargée des affaires statutaires et institutionnelles, Jacques Wery chef du projets stratégique, Christophe Roullé Agent comptable			